

Amadeo Bordiga

Déclaration du Comité d'Entente (1925)

Publié dans *La Révolution prolétarienne* n°8 (août 1925).

Présentation

La « bolchevisation » du Parti communiste italien

On ne s'est pas pressé de « bolcheviser » le Parti communiste italien. La tâche n'était pas commode : il fallait éliminer l'influence de Bordiga. Or, Bordiga étant en désaccord avec la politique suivie par l'I.C., avait renoncé volontairement à la direction du Parti. Il demeurait à Naples, simple membre de sa section. Pourtant son influence demeurait et chaque consultation du Parti montrait que cette influence était intacte. Bordiga et ses amis constituaient vraiment une gauche et l'immense majorité du Parti était groupée autour d'eux. Telle était la situation qu'il fallait d'abord détruire pour que la « bolchevisation » pût passer.

Les moyens qu'on a employés pour atteindre ce but, nous les connaissons bien : ce sont ceux qu'on a employés ici. L'Internationale forme une direction d'hommes serviles qui constitue une véritable fraction au sein du Parti et, appuyée sur cette fraction, elle met les ouvriers en demeure de se prononcer pour cette direction ; sinon, ils sont contre l'Internationale.

Pour se défendre contre l'action malfaisante et malhonnête de cette fraction, les amis de Bordiga avaient aussitôt constitué un Comité d'entente. L'I.C. déclara aussitôt : Ou le Comité sera dissous sans délai, ou tous ses membres seront expulsés du Parti. Il est vrai qu'en même temps, elle donne l'assurance d'une pleine liberté de discussion précèdera le Congrès. Mais il faut voir ce que devient cette promesse à l'application. Le journal du Parti, *L'Unità* publie la déclaration du Comité d'entente. Seulement il y met un titre : « Un document indigne de communistes » ; il l'encadre d'articles et de lettres de représentants de la fraction dirigeante et il met le tout sous cette manchette : « Les membres du Comité d'entente contre l'Internationale. » C'est la « bolchevisation » telle que nous l'avons déjà vue et cela donne la nausée.

Nous reproduisons ci-dessous la déclaration du Comité d'entente. Les camarades qui l'ont rédigée ne sont pas et n'ont jamais été syndicalistes. ; ils ont été, à l'occasion, en désaccord avec nous ; ils sont de sincères communistes qui ont la confiance de la masse de leur Parti. Et ils sont amenés à critiquer les nouvelles méthodes de l'I.C. comme nous l'avons fait nous-mêmes.

L'artisan de ce chambardement de la section italienne de l'I.C. a été Humbert-Droz¹, le même que les « bolchevisés » de France et d'Allemagne dénoncent comme un droitier et à qui ils dénie le droit de parler au nom de l'Internationale !

La bolchevisation à la Zinoviev continue. L'incohérence et la malfaisance aussi.

Alfred Rosmer

¹ Représentant de l'I.C. en France en 1922-23 et en Italie en 1924-1925, puis prenant la direction du secrétariat des pays latins (*Note MIA*).

La déclaration du Comité d'entente

Intervenant dans la situation créée dans notre Parti, le Présidium de l'Internationale communiste voyant dans le Comité d'entente l'embryon d'une fraction au sein du Parti, nous a intimé l'ordre de le dissoudre sous peine d'exclusion.

Le Présidium annonce en même temps qu'il y aura dans le Parti, pleine liberté de discussion avant le Congrès. Mais il ne dit rien des accusations formelles de fractionnisme et de sectarisme portées par nous contre la Centrale du Parti italien, ni d'aucune mesure destinée à éliminer les causes véritables de la crise du Parti.

On ne sera donc pas surpris si nous sommes dans l'obligation de constater avec peine que nous nous trouvons devant une nouvelle application typique des méthodes de direction de l'Internationale que nous avons combattues et que nous combattons. La disposition à soutenir dans les Congrès et dans les discussions, le point de vue des camarades qui font partie des organes dirigeants internationaux suffit à absoudre chaque erreur et chaque faute commises dans la lutte contre l'adversaire bourgeois, et transforme chaque insuffisance, même la plus scandaleuse, en un brevet de pur bolchevisme révolutionnaire et de léninisme. Les méthodes de la Centrale, qui mènent à la désagrégation du Parti, sont couvertes par les dirigeants de l'Internationale parce que nous sommes en opposition sur divers points de leur politique.

Les remèdes qu'exigerait la situation difficile du Parti et la tension intérieure qui résulte de la campagne déloyale menée par la centrale contre le Comité d'entente, se réduisent au formalisme mécanique d'une discipline qui ne convainc pas et ne se fait pas respecter.

Le grave problème des tendances et fractions dans le Parti qui se pose historiquement, à la fois comme une conséquence de la tactique politique suivie et comme une réprobation de cette tactique, comme un symptôme de ses insuffisances qu'il faudrait étudier avec la plus grande attention, on prétend le résoudre par des ordres et par des menaces, en soumettant quelques camarades à de rudes pressions disciplinaires, laissant croire ainsi que de leur conduite personnelle dépend l'entier développement favorable du Parti.

Selon cette méthode, antimarxiste en sa substance, stérile dans ses résultats, nous pourrions, imitant en cela tant d'éléments infidèles et opportunistes qui manœuvrent en marge de notre glorieuse Internationale, commencer à négocier et à marchander avec le centre dirigeant, à poser des conditions, faire à notre tour des menaces, arriver à un compromis et à une transaction semblables à ceux qui sont le produit de la méprisable tactique parlementaire bourgeoise. Avec de tels compromis plus ou moins laborieux et pénibles, entre personnages et « hommes politiques » plus ou moins influents, on peut, pour un temps, dissimuler les graves problèmes de la vie de l'Internationale et de son action, qui, inévitablement, se représentent par la suite, plus difficiles et plus graves. Nous pourrions, à notre tour, faire peser la menace d'une scission et de la formation d'un nouveau parti en cas d'exclusion, et sur la balance de la « politique » soi-disant communiste seraient éprouvées nos possibilités d'avoir d'autant plus satisfaction que nous nous montrerions en mesure de faire plus de mal au Parti et à l'Internationale.

Mais nous n'agissons pas ainsi. Notre conception de la discipline est toute différente. De même que nous n'avons pas hésité à renoncer à la direction du Parti, nous ne nous laisserons pas pousser par les provocations répétées de la Centrale à la misérable riposte de fabriquer un parti dissident à l'usage d'un groupe de dirigeants. Devant une contrainte matérielle, nous nous souviendrons que nous tenons avant tout à notre poste de membres du Parti communiste et de l'Internationale que nous conserverons avec une volonté de fer, sans renoncer jamais à nous opposer, par une critique infatigable, à ces méthodes que nous considérons néfastes à l'intérêt et à l'avenir de notre cause.

Accusés de fractionnisme et de scissionnisme devant l'éventualité d'une rupture avec le Parti, nous sacrifierons à l'unité nos opinions, selon un ordre que nous considérons injuste et dommageable au parti. Nous montrerons ainsi comment nous, de la gauche italienne, sommes peut-être les seuls pour qui la discipline est une chose sérieuse et non commerciale.

Nous réaffirmons toutes les précédentes manifestations de notre pensée et tous nos actes. Nous nions que le Comité d'entente ait été une manœuvre visant à la scission du Parti et à la constitution d'une fraction dans son sein, et nous protestons à nouveau contre la campagne menée sur cette base sans que nous ayons eu le droit de dénoncer cette duperie scandaleuse du Parti. Toutefois, puisque le Présidium croit que l'ordre de dissolution du Comité d'entente sera un pas qui éloignera le fractionnisme, nous obéirons ; mais en même temps nous devons laisser au Présidium la responsabilité des développements que prendra la situation intérieure du parti et des manifestations que fera surgir la manière dont la Centrale a administré la vie intérieure du Parti, manifestations que le Comité d'entente a canalisées et disciplinées en une voie utile au Parti et à son avenir. Nous croyons que la suppression prônée du Comité d'entente ne fera que fomenter dans le Parti le fractionnisme que nous n'avons pas voulu et qui pourra prendre, malgré nous, sa revanche.

Il est vrai que nous avons reçu l'assurance que toutes les sanctions disciplinaires prises contre les camarades adhérant au Comité d'entente, parmi lesquelles l'expulsion du camarade Girone et toute une série de destitutions de charges, seront annulées et que la liberté de discussion pour le Congrès sera absolue. Mais liberté de discussion signifie égalité de droits et de moyens et nous n'avons aucune garantie sérieuse que si les propositions faites par nous, en leur temps, à la Centrale, et dont on ne parle plus, sont acceptées.

Il ne devrait pas être permis de tenir les Congrès fédéraux avant un débat dans la presse et la publication des

thèses et motions des diverses tendances, d'envoyer aux Congrès des représentants du courant lié à la Centrale pour répéter, sur le compte de la gauche, tout ce qui a déjà été imprimé, sans qu'un camarade, également au courant des éléments du débat, puisse riposter. Il ne serait pas non plus admissible de présenter dans le journal du Parti, c'est-à-dire de tous les camarades, certains articles et déclarations avec des notes et commentaires plus ou moins tendancieux et une mise en scène journalistique, tandis que nous ne pourrions, ni ne voudrions faire de même avec les articles des autres courants. Mais nous ne pouvons transiger sur la défense de ces garanties et nous devons renoncer à l'assurer au moyen de notre travail de contrôle, seul but du Comité d'entente. Les camarades jugeront si ces demandes étaient ou non opportunes et défendront comme ils pourront le Parti contre l'emploi des méthodes que nous avons dû qualifier de « giolittisme », tendant à fausser les résultats de la consultation présente.

Après cette dernière manifestation, le Comité d'entente est dissous. Nous renonçons à tout travail de diffusion de nos textes parmi les membres du Parti et à toutes réunions en dehors de celles convoquées par les organismes du Parti. Bien entendu, cela ne veut pas dire renoncer au droit banal du groupe de camarades qui peuvent se considérer comme les représentants de la gauche, à se concerter pour le travail purement théorique de la discussion et la préparation des thèses, travail dont les résultats sont destinés à paraître exclusivement dans la presse du Parti.

Malgré la virulence où en est arrivée la Centrale, nous nous efforcerons de porter le débat à la hauteur des tâches du Parti et de donner aux camarades la notion complète et juste de l'orientation de la gauche sur les diverses questions, évitant tout ce qui peut être d'ordre personnel ou commérage. Nous souhaitons de ne pas devoir continuer indéfiniment à rectifier les assertions inexactes répandues sur notre compte et réduire le débat sur la politique de la Centrale dans la situation à la chronique peu édifiante de son activité intérieure ; mais si nous y sommes contraints nous espérons que cessera le boycottage des lettres de rectification et de protestation que nous avons dû renoncer à communiquer aux camarades par une autre voie que celle de la presse du Parti. L'abus ultérieur de tels procédés aboutirait fatalement à des conséquences dont nous avons déjà nettement décliné la responsabilité.

Les camarades nous jugeront. Pour nous, il ne nous importe pas de recueillir une adhésion ou une sympathie superficielle et d'accumuler des voix pour le Congrès ; nous voudrions porter le débat et la conscience du parti au-delà des attitudes superficielles et mesquines sur lesquelles on spéculé quand on veut s'épargner l'ennui d'étudier les questions et de critiquer. Si on veut continuer à organiser la duperie démagogique et à industrialiser le confusionnisme et le trouble, on le peut, mais qu'on ne croit pas construire ainsi rien de durable ; le malaise dont souffre le Parti subsistera et on ne sauvera pas la position des groupes et sous-groupes artisans d'une méthode aussi politicienne, mise en scène vulgaire destinée à tomber rapidement, mettant à nu les périls de l'opportunisme et de la dégénérescence du Parti. Contre ceux-ci nous mènerons toujours une lutte impitoyable, sûrs que l'immense majorité des communistes italiens se lèvera comme un seul homme quand la menace et le danger apparaîtront comme des réalités, balayant le misérable jeu des brouillons et des confusionnistes, non pour diviser le Parti, mais pour le conduire intact et compact, sur la voie qui lui est assignée.

Juillet 1925.

Signé : A. BORDIGA, B. FORTICHIARI², O. DAMEN³, F. GROSSI, U. GIRONE, RAG. LA CAMERA, M. LANFRANCHI, M. MANFREDI, O. PERRONE⁴, L. REPOSSI, C. VENEGONI.

2 Bruno Fortichiari (1892-1980) sera arrêté en 1926 et exclu du Parti en 1929. Il réadhèrera au P.C.I. en 1945 et le quittera lors des événements de Hongrie en 1956, publiant la revue *Iniziativa comunista*. (Note MIA).

3 Onorato Damen (1899-1979) mènera la révolte des prisonniers de Civitavecchia en 1933 et rompra avec Bordiga en 1952, dirigeant le groupe et la revue *Battaglia comunista*. (Note MIA).

4 Ottorino Perrone (1897-1957) sera, en exil en Belgique, le principal responsable de la « Fraction » bordiguiste jusqu'en 1939. (Note MIA).